Discours de vœux Laurent ALEXANDRE, député

24 janvier 2025 à Carcenac-Peyralès

Bonsoir à toutes et à tous,

Monsieur le Maire de Baraqueville,

Mesdames et messieurs les maires,

Mesdames et messieurs les conseillers départementaux,

Mesdames et messieurs les conseillers municipaux,

Mesdames et messieurs les responsables administratifs, associatifs

Mesdames et messieurs,

Je suis très heureux de présenter mes vœux dans le Ségala.

Notre circonscription de l'Ouest Aveyron est très particulière.

D'abord par son étendu géographique, avec 96 communes.

On met 1h30 pour se rendre de Conques à Najac ou encore de Meljac à Capdenac.

Notre circonscription est également diverse socialement, économiquement et politiquement.

Une partie est façonnée par son histoire agricole. Une autre est structurée par son histoire ouvrière et industrielle.

Vous êtes également divers dans cette salle. Mais chacune et chacun à votre manière, vous apportez votre pierre à notre édifice commun pour faire tenir notre société debout.

Dans vos différentes fonctions, citoyens, élus, associatifs dans les secteurs de la culture, de la solidarité, de l'animation, du sport, vous contribuez à faire vivre notre territoire rural. Vous participer à son économie. Vous permettez l'entraide sans laquelle il n'y a pas de société.

C’est aussi ce que vous faîtes dans vos métiers : enseignants, soignants, gendarmes, policiers, pompiers, travailleurs sociaux, commerçants, agriculteurs, entrepreneurs et tant d’autres.
Soyez-en remerciés.

J’adresse à chacun d’entre vous mes vœux de réussite, de bonheur et de santé pour 2025.

En 2023, j’avais présenté mes premiers vœux comme député à Villefranche de Rouergue.
En 2024, je l’avais fait à Cransac.
En 2025, j’avais prévu de le faire dans le Ségala.
Suite à la dissolution décidée par le président de la République, les électeurs de la circonscription m’ont à nouveau confié la tâche de les représenter.
Ce résultat me permet donc de tenir cette cérémonie de vœux à Carcenac Peyralès.
Merci d’ailleurs Mr le Maire de Baraqueville pour votre présence et merci à l’association qui gère la salle.
Il y aurait à dire sur les conditions pour organiser ces élections au début de l’été, pour autant, je salue les efforts consentis par les mairies, les agents et les élus.
Je note que cette élection a connu l’un des plus forts taux de participation de ces dernières décennies.
Près de 75% dans notre circonscription.
Les citoyens ont adressé 2 messages principaux.
Le premier c’est la volonté d’une politique plus juste.
Le second, c’est le refus de voir notre circonscription représentée par l’extrême-droite.

Je souhaite avant tout rester fidèle au sens de ce vote républicain.

L'extrême droite est toujours un danger pour notre état de droit, notre démocratie et nos libertés publiques.
Nos plus anciens, dont quelques-uns sont encore en vie, y ont résisté, et notamment ici, dans le Ségala.
Je pense évidemment au Maquis Antoine, qui a compté jusqu'à 600 membres et avait établi ses postes de commandement à Villelongue, à Albagnac, ou encore au Château de la Planque.
Il a participé à la libération de Carmaux du 16 au 18 août 1944.
Les résistants ségalis tarnais et aveyronnais ont choisi comme symbole le Viaduc du Viaur comme un trait d'union entre nos deux départements.
Symbolique aussi était la composition du Maquis Antoine, avec ces Aveyronnais et Tarnais bien sûr, mais aussi tous ces hommes polonais, italiens, espagnols, venus travailler à la mine de Carmaux, et qui ont combattu main dans la main pour la libération de notre pays.
Merci aussi à tous les bénévoles qui contribuent à rendre ce combat encore vivant.
Les dangers de l'extrême droite ce n'est pas que dans les livres d'histoire.
C'est très actuel dans plusieurs pays mais aussi en France, où, à l'automne dernier, la justice a condamné pour terrorisme des individus se revendiquant de l'extrême droite.
Des individus qui échangeaient des propos haineux, des menaces contre les étrangers, les juifs, les homosexuels et fomentaient des attentats.
Prenons garde au poison de la division de notre peuple selon les origines, les couleurs de peaux ou les religions.
Il n'en sort jamais rien de bon.

L’immigration est toujours l’histoire de tragédies humaines. Personne ne quitte son pays, sa terre ou sa famille par plaisir.
Moi-même, ma grand-mère maternelle était grecque et mon grand-père maternel espagnol.
Ils ont tous les deux fui leur pays en situation de dictature.

Chaque année, les vœux sont l’occasion de revenir sur la période précédente et de dresser des perspectives.
On parle d’incertitudes mais il n’est pas habituel de démarrer une année avec autant d’incertitudes quant à la situation nationale mais également internationale.

C’est pourquoi à ce moment de mes vœux, je souhaite partager un regard sur le monde. Parce que les besoins des êtres humains sont semblables où qu’ils vivent.
Ce premier besoin c’est de pouvoir vivre en paix.
Considérer l’autre, dans sa différence, comme un autre soi-même, c’est le début de notre Humanité.
C’est en cela que je veux partager l’aspiration à la paix à laquelle nous appelle le cessez-le feu à Gaza, qui je l’espère, tiendra.
Que les otages et les prisonniers retournent à la vie et que s’adoucissent les cicatrices de leurs plaies physiques et morales.
Que ces plus de 60 000 morts nous rappellent l’importance du droit international et de ne pas regarder ailleurs.
Que chaque vie se vaut, israélienne comme palestinienne.
Je forme le vœu que le droit international soit appliqué partout en 2025, je pense évidemment à l’Ukraine.
La Paix dans le monde n’est pas un état naturel, c’est une construction politique.

Notre démocratie n’est pas non plus un état naturel.
On s’est doté d’institutions et de droits fondamentaux avec la Déclaration des droits de l’homme et du citoyen.
La démocratie, ça ne se résume pas aux élections et au jeu institutionnel.
Ce n’est pas non plus l’immédiateté des chaines d’informations en continue ou des réseaux sociaux.
La démocratie c’est d’abord l’idée que le peuple est souverain pour trancher et régler les problèmes concrets qui se posent au pays.
Je ne prendrai qu’un seul exemple pour illustrer la situation de crise démocratique dans laquelle se trouve notre pays, c’est celui de la réforme de la retraite à 64 ans qui a été imposée en 2023 au Parlement.
A l’échelle d’une vie de travail, ce n’est pas rien de retirer 2 ans de retraite.
Pour des métiers difficiles, 2 ans de travail de plus, ça peut impliquer de ne pas avoir de retraite du tout.
J’ai exprimé à plusieurs reprises cette voix à l’Assemblée. La voix du travail, des ouvriers, des maçons, des femmes de ménage, des Aesh, des 80% de Français opposés à cette réforme.
J’ai également soutenu de très nombreuses propositions de financement du régime de retraites.

Quand une majorité de Français et une majorité de députés sont opposés à une telle réforme, le choix de l’imposer par 49-3 sans vote des députés a créé un grave malaise démocratique dont nous ne sommes pas sortis.
Alors, c’est vrai que l’image donnée à la télé de l’Assemblée nationale n’est pas toujours de nature à rassurer sur le travail des députés.

Elle peut même être sévèrement jugée sur la forme des invectives ou du brouhaha.

Lors de ce débat sur les retraites, je suis intervenu pour prendre l'exemple d'un collègue à l'usine, usé par le travail, qui est mort un 24 décembre, 1 mois jour pour jour après son départ à la retraite.

Un député m'a répondu « T'as qu'à y retourner dans ton usine ».

Il faut un sacré recul sur les choses pour se contenir.

J'ai assisté à de nombreux coups d'éclat depuis 2 ans et demi et je peux vous assurer qu'ils viennent de tous les rangs.

Vous savez, la réalité c'est que cette agitation a toujours existée à l'Assemblée.

Parce que c'est un lieu où se cristallisent des intérêts contradictoires et des oppositions.

En 1967 un député PS et un député Gaulliste, se défiaient encore à l'épée pour faire taire des différends.

On ne connait plus ça.

Si on parle de coups d'éclats, je dois vous relater ce qu'a vécu le député du Ségala Charles Caussanel en 1893.

Il était maire de Sauveterre et chef des républicains, opposé aux monarchistes à la fin du 19ème siècle.

Le 9 décembre 1893, l'anarchiste Vaillant balance une bombe dans l'hémicycle, au Palais Bourbon.

Il entendait dénoncer la répression du gouvernement contre les activistes anarchistes.

C'est alors que le député aveyronnais Charles Caussanel, s'est exclamé en occitan : *« qunte COEUN pet, miladios, je retourne à Sauveterre ! »*

Quand Caussanel sera battu, en 1898, ses adversaires estimeront *« qu'il peut désormais rester à Sauveterre puisqu'il s'y plaisait tant ! ».*

Je suis tombé sur cette anecdote et c'est en déroulant la bobine que j'ai découvert l'histoire de l'engagement de Caussanel et de François Magne, maire de Sauveterre contre le coup d'état de Louis Napoléon Bonaparte en 1851.

Il avait dissous l'Assemblée nationale pour rester au pouvoir.

François Magne et Caussanel avaient levé 200 insurgés sauveterrats, rejoints par une centaine de Ségalis, en particulier de Castanet, pour rallier Rodez et mener la résistance républicaine.

Le ségala a payé un lourd tribut à la répression qui a suivi.

Beaucoup ont été emprisonnés et 15 ségalis seront condamnés à l'exil en Algérie.

Bref, il vaut mieux quelques noms d'oiseaux échangés que des bombes à l'Assemblée.

Mais voyez-vous, le jour où je ne serai plus député, à la manière de Caussanel, je retournerai à Aubin et à l'usine.

Mais en attendant je compte bien respecter au mieux le mandat pour siéger à l'assemblée et vous représenter.

Bien sûr, je défends mes convictions et le programme que j'ai présenté aux électeurs. Mais je suis le représentant de toutes et tous.

Je suis quelqu'un d'ouvert, animé d'un esprit républicain et humaniste,

au service de tous.
Je n’aime pas le sectarisme et encore moins le clientélisme.
Je respecte que l’on ne soit pas d’accord avec tous mes choix.
Agir concrètement pour les Aveyronnais face aux nombreuses problématiques du territoire est ma priorité.
Depuis 2 ans et demi je me suis rendu dans 65 communes.
J’ai mis en place les outils pour être disponible et accessible en circonscription.
J’ai ouvert une permanence à Decazeville et à Villefranche.
Je remercie les élus de la communauté de communes du pays Ségali de me permettre de tenir une permanence chaque mois dans leurs locaux à Baraqueville.
Si vous pensez que je peux être utile pour telle ou telle chose, tel ou tel dossier, telle ou telle personne, n’hésitez pas à venir me voir. Faites-le savoir.
Vous avez « **ici** » tous les renseignements nécessaires pour me contacter.
C’est d’autant plus important pour moi que quotidiennement, je m’alimente des problèmes que rencontrent les citoyens et les élus de l’aveyron, pour les porter à Paris et essayer de faire avancer les choses.

Quels sont ces problèmes auxquels nous devons répondre par la voie démocratique et par le vote ?
Notre pays ne va pas bien.

D’abord, la pauvreté s’aggrave à des niveaux inédits.
Même le fait d’avoir un emploi n’est plus un rempart contre la pauvreté.
La France compte 9 millions de pauvres, 400 000 de plus qu’en 2017.
8 millions de personnes sont à l’aide alimentaire.

2 Français sur 5 disent désormais avoir connu une situation de pauvreté à un moment de leur vie. Cette proportion est encore plus forte dans les zones rurales.
Près d’une personne sur deux peine à payer ses factures d’énergie : 47%, un record.
29% peinent à disposer d’une mutuelle santé. Un record encore.
12% déclarent ne pas pouvoir chauffer suffisamment leur logement.
En Aveyron, 2 781 personnes sont aidées par le secours catholique.
Certains vivent avec en moyenne 400 euros par mois.
Dans nos campagnes, la pauvreté est souvent cachée ou tue, elle prend une autre forme que dans les agglomérations.
Mais les chiffres sont formels.
L’inflation pénalise plus fortement les habitants des zones rurales, parce que nous avons de plus forts besoins de mobilité en voiture mais aussi parce qu’il est plus difficile de chauffer des logements en moyenne plus grands et plus anciens.
Nous sommes une circonscription à la fois plus pauvre que la moyenne, plus rurale et plus âgée.

L’année 2024 a également été une année record pour les défaillances d’entreprises : près de 70 000.
Beaucoup n’ont pas pu résister à la flambée des prix de l’énergie.
D’autres subissent le ralentissement de l’activité économique et des

investissements publics.
Ici, la situation de la Bosch inquiète.
J’ai interpellé le ministre de l’industrie et il s’est engagé à venir sur le territoire pour une réunion de travail.
Bosch avait prévu d’investir pour la production de piles à hydrogène pour les camions-frigos.
La direction Bosch fait machine arrière en raison d’un manque de débouchés.
Mais c’est justement à la puissance publique d’organiser les débouchés pour l’industrie et la transition énergétique.
La puissance publique doit aussi poser des exigences aux plus grandes entreprises comme les constructeurs automobiles français.
J’avais écrit un rapport budgétaire pour faire des préconisations en matière d’industrie.
J’avais notamment proposé que les entreprises de plus de 5000 salariés (je ne parle pas du maçon du coin ou de nos PME), en échange des aides publiques qui se chiffrent en milliards d’euros, s’engagent à maintenir les emplois et ceux de leurs sous-traitants en France.
Cette proposition avait été votée par une majorité de députés.
Malheureusement, elle a été ensuite supprimée par 49-3.
Mais je compte bien poursuivre ce travail dans un domaine où mon expertise est reconnue.

Une autre grande question de notre temps, c’est le changement climatique.

L’année 2024 a été la plus chaude jamais enregistrée.
Elle a aussi eu son lot de catastrophes.
Je pense évidemment à l’effroyable cyclone qui a ravagé Mayotte.

Je pense également à plusieurs catastrophes climatiques cette année dans l'Aveyron. L'orage de grêle qui a frappé le Bassin de Decazeville en juillet, ou encore les graves inondations à Salles-Courbatiès en octobre.
Ces évènements ont largement mis à contribution les pompiers de notre territoire, de Rignac à La Salvetat-Peyralès, de Capdenac-Gare à Rieupeyroux et même certains renforts venus du sud de la France.
Je tiens à les remercier chaleureusement.
Ils m'ont dit à quel point le changement climatique impactait leurs interventions.
Pourtant, des coupes sont prévues dans le budget du Ministère de l'Environnement à hauteur de près d'un milliard d'euros.
C'est très inquiétant.
Prenons un exemple.
La rénovation thermique des logements, avec des dispositifs comme Ma Prim Rénov.
Le budget de M Bayrou compte y consacrer 1,6 milliards contre 4,5 milliards l'an passé.

Pourtant, rénover le bâti ancien, c'est le meilleur moyen de faire baisser les factures d'énergie, de créer des emplois et dynamiser le secteur du bâtiment.
On ne peut pas d'un côté exiger des citoyens des travaux onéreux de rénovation de leurs habitations et de l'autre côté réduire les dispositifs d'aide. Ça ne marche pas !
Prenons un autre exemple, celui des transports.
Dans notre coin, nous avons besoin de la voiture pour remplir nos besoins quotidiens : faire les courses, aller au travail, voir des amis…

83,6 % des résidents de notre circonscription utilisent leur voiture pour se rendre au travail.
Alors, on nous dit : « achetez des véhicules électriques ».
Sauf que vous le savez comme moi, c'est hors de prix.
Il faudrait des véhicules mins chers, pourquoi pas plus légers et surtout produits en France.
Sans cela, c'est prendre le risque d'une France à deux vitesses et d'aggraver plus encore les inégalités territoriales.
A ce titre, enlever 1 milliard d'euros d'aides à l'acquisition d'un véhicule propre est un très mauvais signal pour des campagnes vivantes.
Des campagnes vivantes c'est le troisième sujet que je veux abordé.
Est-ce-que notre pays doit aller toujours plus loin dans le regroupement des populations et des activités économiques dans les grands centres urbains et les métropoles ? Je ne le pense pas.
L'économie de la France a aussi besoin de campagnes vivantes.

Pour cela, les habitants des campagnes ont besoin d'accéder aux services publics, à une école de proximité, aux soins, aux études, à l'emploi, à la culture, au sport…
Selon une étude de l'association des maires ruraux, l'espérance de vie des habitants des zones rurales est inférieure de 2 ans à celle des habitants des zones urbaines.
Une autre étude montre que l'Etat accorde une dotation de 64 euros par habitant pour une commune rurale contre 129 euros pour une commune urbaine.
Je défends au contraire l'égalité territoriale.
Vivre à la campagne, y travailler et y passer ses vieux jours doit pouvoir

être un choix.
C’est le sens du slogan que j’utilise « Pouvoir naître, étudier, travailler et bien vivre au pays ».
Cela passe par redresser les dotations aux communes rurales, redéployer les services publics essentiels, soutenir le tissu associatif local, flécher l’installation de médecins en zones rurales, favoriser l’installation d’entreprises et soutenir l’activité économique, rouvrir des commerces de proximité.
C’est aussi, évidemment, favoriser le renouvellement des générations agricoles.
Nous pouvons faire mieux, pour permettre à chacun de vivre dignement de son travail ou de sa retraite.
Pour faire face au dérèglement climatique.
Pour pouvoir vivre dans des campagnes vivantes.
Alors évidemment, ça nécessite des investissements publics.

Problème : nous avons une dette de 3 300 milliards d’euros.

Elle a augmenté de 1 000 milliards ces 7 dernières années.
Mr Bayrou a affirmé à la tribune de l’Assemblée que tous les gouvernements depuis 1981 avaient augmenté le montant la dette.
C’est approximatif.
Il y a eu une période où la France a réduit sa dette en % du PIB.
C’était entre 1997 à 2002 avec Jacques Chirac président et Lionel Jospin premier ministre, comme quoi la cohabitation ça peut marcher !
Surtout, comparer la dette de l’Etat à la dette d’un ménage n’a pas grand sens.
Un ménage ne choisit pas le montant de ses revenus. L’Etat oui, notamment s’il met en place plus de justice fiscale.

Si la dette a fortement augmenté, c'est d'abord en raison d'une baisse des recettes et non par une augmentation des dépenses.
D'ailleurs, est-ce que la recette proposée, à savoir retirer 30 milliards d'euros du budget de l'Etat peut être efficace ?
Je ne le pense pas !
Retirer 30 milliards au sport, à la culture, à l'agriculture, à l'investissement public, c'est aussi freiner l'activité économique et au final baisser les rentrées fiscales.
Je ne suis pas d'accord pour faire reposer sur les gens et les services publics le poids de la dette en demandant toujours plus de sacrifices.
Les efforts ne peuvent pas reposer toujours sur les mêmes, les classes populaires et moyennes et les petites entreprises.

C'est la raison pour laquelle je me suis opposé quand M Barnier a utilisé le 49-3 pour imposer un budget de la sécurité sociale qui baissait les pensions de retraite en moyenne de 30 euros par mois, des coupes budgétaires pour l'hôpital et les Ehpad, alors qu'il manque 3,9 milliards rien que pour l'hôpital public avec des fermetures de lits et de services, ou encore l'augmentation du reste à charge pour les médicaments et les soins.

D'autres choix sont possibles pour mieux prendre en compte les besoins humains.
Quand on prend les sujets un par un, il y a des majorités qui se dégagent à l'Assemblée nationale.
Lors des débats budgétaires en novembre dernier, l'Assemblée nationale avait voté des dispositions afin de dégager des recettes

supplémentaires, en mettant à contribution les plus hauts revenus du pays, tout en préservant les classes moyennes et populaires.

Nous avons prouvé qu'un autre budget était possible en dégageant 17 milliards rien que pour la Sécurité sociale.

Nous avions également fait voter la suppression de la hausse de la taxe sur l'électricité, l'indexation des dotations aux collectivités sur l'inflation, une taxe sur les importations bovines, le rétablissement des 4000 postes d'enseignants, la création d'un corps de fonctionnaires pour les AESH, des crédits d'urgences pour les agriculteurs…

M Barnier a retiré ces mesures de son budget en ne tenant pas compte des dispositions débattues et votées par la majorité des députés.

M Bayrou a fait le choix de reprendre tel quel le projet de budget de M Barnier. Cela a une implication, c'est que les députés ne pourront pas agir sur la partie des recettes.

Pourtant, notre pays a vraiment besoin de plus de justice fiscale.

Depuis 2019, la fortune de chaque milliardaire français a augmenté en moyenne de 13 millions d'euros par jour.

C'est comme si vous, vous jouiez au loto chaque jour au tabac de Baraqueville et que vous gagniez à chaque fois 13 millions d'euros.

Remettre notre pays en état de marche, ça commence par mieux répartir l'effort fiscal et protéger les gens de la vie chère.

Il est nécessaire et possible de mieux répondre aux besoins humains.

Les gens n'aspirent pas au luxe mais à des choses simples : pouvoir vivre dignement de son travail ou de sa pension, pouvoir se soigner quand on en a besoin, voir ses enfants être correctement éduqués, pouvoir manger sainement, que nos anciens soient accompagnés avec humanités dans leurs vieux jours…
C'est sur des sujets concrets comme cela que je m'investis à l'Assemblée.

Prenons la santé : Environ 30 000 Aveyronnais n'ont pas de médecin traitant à l'heure actuelle.
J'ai intégré dès 2022 le groupe de travail transpartisan consacré aux déserts médicaux. Nous sommes plus de 100 députés, issus de divers groupes, de droite, du centre, de gauche, à travailler sur la question.
Nous nous retrouvons sur un certain nombre de constats.
Les inégalités se creusent entre les territoires malgré tous les efforts des élus locaux.
Nous avons élaboré une proposition de loi en 2023. Elle vise à réguler l'installation des nouveaux médecins généralistes pour qu'ils ne s'installent plus dans les zones déjà suffisamment pourvues et que les zones sous-dotées soient priorisées.
C'est le système qui existe déjà pour les pharmacies.
Cette mesure avait malheureusement été rejetée par les députés Renaissance et du RN.
A présent, nous travaillons au dépôt d'une nouvelle loi dans le même

esprit cet année.

Nous vivons sur un territoire où une grande part de la population est âgée.

La majorité de nos ainés souhaite vivre le plus longtemps possible chez elle. Le rôle des familles, des aidants et des professionnels du soin est primordial.

Je pense particulièrement aux infirmières libérales et aux aides à domicile.

J'ai eu l'occasion d'accompagner une infirmière de Villefranche et des Aides à domicile dans une journée de travail.

J'ai pu mesurer comment ces métiers sont précieux par les liens créés et les sourires échangés.

Nous avons commencé à travailler une proposition de loi pour mieux reconnaitre ces métiers.

Au sein de la Commission des affaires économiques de l'Assemblée dans laquelle je m'investis, un sujet majeur est celui de l'agriculture.

L'agriculture façonne notre économie et nos paysages. L'Aveyron est une terre d'élevage.

Le monde agricole, que je connais un peu car mes grands-parents paternels étaient agriculteurs, exprime sa colère depuis plusieurs mois.

Les paysans souhaitent vivre de leur travail, nous nourrir avec des productions de qualité et se voir protégés de la concurrence déloyale des produits à bas coûts importés du monde entier.

Je me suis engagé sur plusieurs dossiers agricoles depuis mon élection.

Le premier, c'était à l'occasion de la loi sur l'agrivoltaïsme, c'est-à-dire l'encouragement à l'installation de photovoltaïque sur des terres

agricoles.
Je m'y suis opposé en réaffirmant la vocation nourricière des terres agricoles.
J'ai également fait avancer plusieurs exigences pour des prix rémunérateurs pour les producteurs et pour encadrer les marges de la grande distribution.
Je m'investis également sur le sujet des petites retraites agricoles.
Elles sont deux fois plus faibles que la moyenne, souvent en dessous de 800 euros.
Des mesures ont été prises, bien insuffisantes, mais surtout, elles ne concernent que les nouveaux pensionnés.
Les retraités ayant commencés à percevoir leur pension avant le 1er septembre 2023 en sont exclus, contrairement aux anciens salariés du régime général qui en bénéficient.
C'est inacceptable pas après une vie de labeur.
C'est pourquoi je poursuis mon travail pour augmenter la pension majorée de référence, le minimum contributif et le « plafond tous régimes » pour l'ensemble des non-salariés agricoles.
Le sujet d'actualité, c'est l'accord entre l'Union Européenne et le Mercosur.
La signature du Mercosur par la présidente de la commission européenne est une trahison des intérêts agricoles de l'Europe et de la France.
Nous payons aussi les ambiguïtés d'Emmanuel Macron qui a soutenu les négociations dès 2019.
Les éleveurs ont raison de dénoncer cet accord car ils seraient alors fragilisés par la concurrence déloyale des pays d'Amérique du sud.

L'accord prévoit en effet un quota d'importations de 99 000 tonnes de

viande de bœuf détaxés auxquelles s'ajoutent 60 000 tonnes d'un autre type de viande bovine et 180 000 tonnes de volailles exemptées de droits de douane.
C'est le moment de dire stop.
C'est une exigence alimentaire et écologique.
Choisissons plutôt de renforcer notre souveraineté alimentaire.

Mon groupe politique a fait voter le 3 décembre dernier en commission des affaires européennes une résolution visant à refuser la ratification du Mercosur.
Cette résolution sera à l'ordre du jour de l'Assemblée nationale jeudi prochain.
Les députés voteront.
J'espère que son adoption permettra de clarifier le débat et la position de la France.

Un autre sujet d'importance, sur lequel je me mobilise comme député, c'est celui de l'accès à des guichets physiques dans les services publics.

Dans nos campagnes, nous avons de moins en moins accès à des centres d'impôt, aux organismes qui gèrent les caisses de retraites, aux caisses d'allocation familiales et la liste est longue.
La tendance actuelle est de concentrer ces organismes dans les villes principales de nos départements et dans les métropoles urbaines.
Un autre problème est celui du traitement massif des dossiers par internet.
Il est quasiment impossible d'obtenir un rendez-vous directement avec un agent.
Pour répondre à ce problème, il y-a l'ouverture des Maisons France

Services.
Nous en avons vu plusieurs arriver en Aveyron, je pense à celle de Rieupeyroux que nous avons inaugurée avec M. le Maire et plusieurs personnalités.

Ces Maisons France Services ont une utilité certaine pour accompagner de nombreux citoyens dans leurs tâches basiques et quotidiennes comme remplir la déclaration d'impôt. Mais elles ne permettent pas de traiter des cas plus complexes, qui concernent des conflits entre les citoyens et l'administration, des malentendus, bref des difficultés qui sortent du traitement de dossiers ordinaires.
Beaucoup de ces situations sont sources de détresse humaine profondes.
Nous essayons, avec mon équipe, d'aider ces personnes, du mieux que nous pouvons.
Il s'agit de problèmes qui pourraient être réglés par le contact humain.
Alors, avec mon groupe, nous fait voter une loi, il y a un peu plus d'un an, pour rétablir des accueils physiques dans les services publics.
L'idée serait de permettre aux citoyens qui en ont besoin, pourquoi pas en complémentarité avec les dispositifs des Maisons France Services, de rencontrer des agents pour leur exposer directement leur problème.
J'espère que cette loi sera vite votée par le Sénat.

J'en viens à ma conclusion en évoquant l'importance de nos communes.

Je veux à cet instant de mon discours d'exprimer une pensée pour Jean-Pierre Mazars qui s'en est allé en 2024 après s'être investi sans compter au service de sa commune de Quins dont il a été maire pendant 28 ans.
Il a également imprimé sa marque sur la communauté de commune du

Naucellois qu'il a présidé de 2002 à 2008. Jean-Pierre était un républicain conséquent et un humaniste.
Il aimait le Ségala.

Je pense m'exprimer en notre nom à tous pour dire que nous garderons le souvenir de son dévouement à la collectivité.

Je m'oppose à l'affaiblissement de la commune au profit d'institutions souvent éloignées des citoyens comme les métropoles ou des intercommunalités démesurées.
J'ai été maire. Je sais comment les élus municipaux sont en première ligne des crises que traversent notre société.
Cependant, vos moyens pour agir sont de plus en plus réduits, rendant votre mandat de plus en plus difficile.
Ces dernières années, les communes ont subi une augmentation importante de leurs charges : prix de l'énergie, dégel du point d'indice, renchérissement des chantiers et des denrées alimentaires…

Avec la baisse des dotations de l'Etat par rapport à l'inflation, vous êtes nombreux à alerter sur les risques de dégradation des services publics et de chute de l'investissement public local.
Moins de dotations aux collectivités c'est des projets communaux qui sont menacés et moins de travail pour nos entreprises locales.
L'avenir de nos communes, c'est aussi préserver nos écoles, y compris les plus petites.
Quand des classes ferment, on peut en rouvrir pour accompagner un regain démographique.

Par contre, quand une école ferme, c'est l'avenir de la commune ou du bourg qui est en jeu.

Je sais que c'est le choix qui est fait ici à Baraqueville, de préserver ce réseau d'écoles puisque vous avez su maintenir 4 écoles à Baraqueville, Lax et Carcenac.

J'ai fait le choix d'intégrer la Délégation aux collectivités territoriales de l'Assemblée nationale pour porter ces problématiques rurales**.**

L'Assemblée nationale avait adopté au mois d'octobre des amendements importants pour rectifier ce budget en faveur des collectivités, notamment l'indexation de la dotation globale de fonctionnement et de la DETR sur l'inflation ou encore la réduction de l'écart de dotations entre les communes rurales et urbaines.

Mais le gouvernement n'avait pas repris ces mesures pour les Collectivités dans le texte transmis au Sénat.
Je souhaite que l'Assemblée puisse se prononcer à nouveau sur ces dispositions lors du nouvel examen budgétaire.

Quand des mesures sont consensuelles à l'Assemblée, je demande à ce qu'elles soient reprises par le gouvernement, ça me semble de bon sens.
C'est aussi comme ça que nous parviendrons à une stabilité institutionnelle. En respectant le sens du vote des Français et en respectant le travail du parlement.
Il ne me reste plus qu'à remercier la Maison Familiale Rurale de Naucelle pour le buffet que je vous invite à partager, Karine de Baraqueville pour ses fouaces et l'entreprise Le Chai pour les boissons.

Mesdames et Messieurs, je vous souhaite le meilleurs dans vos vies personnelles et professionnelles pour 2025.
Pour ce qui est de la politique, au-delà des désaccords qui font le débat démocratique, faisons vivre cette maxime dont l’heure n’est jamais tout à fait atteinte.
Que 2025 lui soit profitable.
Liberté, égalité, fraternité.
Vive la République et vive la France.